

Asie centrale

Centre d'Almaty

[Map page 62]

Almaty = Almaty

Astana = Astana

Centre in Almaty = Centre d'Almaty

Liaison Office = Bureau de liaison

– International borders = Frontières internationales

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 62]

En 2006, le Centre a accordé une attention particulière au soutien des activités de suivi des engagements internationaux du Kazakhstan, tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Centre a continué de renforcer la coopération entre les institutions de l'État et la société civile et les a encouragées à prendre part à toute la gamme de ses programmes.

Hiérarchisant ses activités, le Centre s'est concentré sur le développement d'une police moderne et sur la lutte contre le terrorisme. Il a travaillé à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et a appuyé l'éducation en matière d'écologie et d'environnement. Le Centre a également œuvré à la lutte contre la traite des êtres humains.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Développement d'une force de police moderne. Le Centre a aidé au développement de la force de police du Kazakhstan par le biais d'un échange de meilleures pratiques avec la police de proximité en Espagne ainsi qu'avec les autorités de contrôle de la police au Royaume-Uni. En appui à ces activités, le Centre a organisé une conférence au cours de laquelle le personnel de police a échangé des vues sur les activités de prévention du crime menées par les organismes d'application de la loi et sur le rôle des organisations non gouvernementales dans ce processus.

Destruction d'armes et de munitions dangereuses. Répondant aux préoccupations du Kazakhstan en matière de sécurité et d'environnement, le Centre a, en coopération avec le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales et l'Unité d'appui au Forum pour la coopération en matière de sécurité, continué de fournir une assistance pour l'élimination de *mélange*, propérgol hautement dangereux.

Lutte contre le terrorisme. Le Centre a appuyé la formation de responsables Kazakhs et d'officiers de l'armée visant à leur permettre d'accorder une attention particulière à la garantie du respect des droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Renforcement de la confiance. Pour promouvoir les mesures de confiance et de sécurité conformément au *Document de Vienne 1999*, le Centre a dispensé une série de formations régionales portant sur la maîtrise des armements à l'intention d'officiers militaires issus de pays d'Asie centrale.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le Centre a publié un manuel pratique à l'intention des dirigeants de petites et moyennes entreprises sur le rôle et les devoirs des organismes de l'État en matière de lutte contre la corruption. Pour assister les autorités dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le Centre a mené une série de tables rondes dans neuf régions du Kazakhstan, pays d'une superficie comparable à celle de l'Europe occidentale. Des experts non seulement d'Asie centrale, mais également des États partenaires de l'OSCE, tels que l'Afghanistan et la Mongolie, ont été invités.

ACTIVITÉS ENVIRONNEMENTALES

Promotion de la Convention Aarhus sur l'environnement. Le Centre a élaboré un manuel expliquant comment organiser des débats publics pour différents types de décisions à caractère environnemental, telles que l'élaboration de plans nationaux et régionaux, les études d'impact ou les permis pour des activités économiques pouvant affecter l'environnement.

Promotion de la sécurité environnementale. Le Centre a diffusé des informations sur la protection radiologique aux personnes vivant dans des zones contaminées de l'ancien site d'essais nucléaires de Semipalatinsk ou à proximité de celles-ci. Suite à une campagne d'information dans la région, le Centre s'est consacré aux jeunes venant du district de Semipalatinsk, qui ont appris les bases de la sûreté radiologique et les règles fondamentales de comportement dans des zones contaminées à l'occasion d'un camp d'été de deux semaines à Almaty.

Éducation en matière de développement durable. Le Centre a intensifié ses activités dans le domaine de l'éducation en matière de développement durable, qui ont en particulier porté sur l'intégration des concepts relatifs au développement environnemental durable dans les programmes scolaires du Kazakhstan.

Activités liées à la dimension humaine

Mise en œuvre des engagements internationaux, des réformes électorales et de la démocratisation. À partir de février, le Centre a organisé une série de séminaires sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, axés en premier lieu sur l'harmonisation de la législation nationale avec les engagements internationaux, l'accent étant mis en particulier sur la liberté d'association et de réunion, la liberté religieuse et la liberté d'expression ainsi que les mesures antitorture.

Concernant les réformes électorales, le Centre a, en coopération avec la Commission centrale du Kazakhstan pour les élections, appuyé l'amélioration plus avant de la législation électorale, conformément aux recommandations du BIDDH, par le biais de tables rondes auxquelles ont largement participé des représentants des partis politiques et de la société civile.

Le Centre a continué d'appuyer le développement démocratique dans le pays. Deux conférences sur la promotion de la participation du public au processus de décision parlementaire et sur le développement de l'autoadministration au niveau local ont été organisées avec l'assistance du Centre.

Activités de lutte contre la traite, égalité entre les sexes. Le Centre a attiré l'attention sur le travail forcé et la traite des enfants en facilitant l'organisation d'une conférence régionale en Asie centrale sur la question, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères. Suite à des missions d'évaluation dans plusieurs régions, le Centre a organisé des ateliers et une formation sur la traite à l'intention des responsables locaux, des responsables de l'application de la loi et des journalistes.

Concernant les questions relatives à la parité, le Centre, en collaboration avec des experts nationaux et internationaux, a facilité la création d'un groupe de travail qui prépare un projet de loi sur l'égalité entre les sexes et a organisé des consultations informelles ainsi que des tables rondes sur ce projet. Le projet de loi, largement inspiré de la *Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, a été approuvé par le Parlement en 2006 pour plus ample examen.

État de droit. En coopération avec les experts du BIDDH, le Centre s'est concentré sur des activités relatives à l'état de droit, telles que le suivi d'un projet d'une durée de deux ans sur l'observation des procès, dans le but de promouvoir des améliorations de l'appareil judiciaire. Le Centre a également fait part de ses commentaires sur les projets de loi examinés au Parlement, en particulier ceux portant sur la liberté de réunion et les médias. Le Centre a contribué à la poursuite des réformes du système pénitentiaire, telles que celles visant à améliorer le respect des droits de l'homme et du droit à la santé dans les prisons, et en recommandant l'introduction de l'observation publique des cellules de la police.

Développement des médias. Le Centre a continué à superviser le développement des médias ainsi qu'à soutenir l'éducation en matière de journalisme, en particulier dans les régions. Les sujets abordés comprenaient l'interaction entre les médias et la société civile ainsi que la législation relative aux médias, qui est au centre du débat public. Afin de renforcer la coopération entre les responsables et les journalistes, le Centre a mené un programme de formation dans tout le pays pour améliorer l'échange d'informations entre les organes de l'État et les médias.

Chef du Centre :

M. l'Ambassadeur Ivar Vikki

Budget unifié révisé : 1 936 100 €

www.osce.org/almaty

Centre d'Achkhabad

[Map page 64]

Ashgabad = Achkhabad

Centre in Ashgabad = Centre d'Achkhabad

– International borders = Frontières internationales

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 64]

Le Centre a intensifié ses efforts visant à aider le Turkménistan à traduire en politiques les engagements et les valeurs de l'OSCE, a accru ses activités de proximité et renforcé sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les donateurs internationaux.

Les activités du Centre sont restées concentrées sur la sécurité aux frontières, la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues et d'armes légères et de petit calibre, la promotion des petites et moyennes entreprises, la sensibilisation du public aux questions environnementales, la mise en œuvre des lois internationales relatives aux droits de l'homme dans le système juridique national et le soutien au développement de la société civile. Le Centre a accordé une attention particulière à l'éducation et à l'emploi des jeunes. Un certain nombre d'affaires juridiques portées à l'attention des autorités ont été résolues de façon positive.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Sécurité et gestion des frontières. En coopération étroite avec les autorités turkmènes chargées de l'application de la loi, le Centre a organisé une formation pratique d'une semaine sur la gestion des frontières aux points de passage frontaliers de Turkmenbachi et Turkmenabad. Quatre experts internationaux ont partagé leur expérience et les meilleures pratiques concernant les aspects opérationnels de la gestion des frontières et de la coopération transfrontière avec les responsables turkmènes des frontières et des douanes.

Lutte contre le trafic de drogues. Le Centre a apporté son appui à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'organisation d'une formation pratique de deux semaines à l'intention des responsables des services de détection et de répression du Turkménistan et portant sur la recherche de drogues dans les voitures ferroviaires et les bateaux. Avec le programme TACIS de l'Union européenne, il a aidé à organiser une formation pratique de deux semaines sur les procédures de contrôle des personnes et des biens aux points de passage frontaliers.

Promotion du renforcement de la confiance et de la sécurité. Le Centre a poursuivi ses activités au titre de son programme intitulé *Promotion du renforcement de la confiance et de la sécurité en Asie centrale* et a organisé deux ateliers de deux jours portant sur la lutte contre le commerce illicite d'armes et sur la surveillance des armes légères et de petit calibre. Sept experts internationaux ont abordé des questions allant de l'amélioration de la sécurité des stocks et la destruction des excédents d'armes légères et de petit calibre au contrôle du

commerce international d'armes. Ils ont accordé une attention particulière à la menace découlant des systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) pour l'aviation civile.

Formation de la police. Le Centre a organisé une formation pratique d'une semaine sur la police de proximité à l'Académie de police turque d'Ankara et a facilité la participation d'officiers de police turkmène de haut rang à la réunion des chefs de police de l'OSCE à Bruxelles.

« La police de proximité, cela consiste à créer une enceinte pour que les habitants puissent avoir une influence sur l'administration policière de leur quartier, puissent avoir leur mot à dire sur les questions importantes pour leur sécurité et avoir une police qui soit représentative des valeurs d'une société démocratique et qui défende ces valeurs. »

Ambassadeur Ibrahim Djikic, Chef du Centre d'Achkhabad

Le Centre a continué d'appuyer les cours d'anglais et d'informatique dispensés aux fonctionnaires, scientifiques et étudiants dans tout le pays, à l'initiative du programme TACIS et en étroite coopération avec le service national des douanes du Turkménistan et le Conseil suprême de la science et de la technologie.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Développement du secteur du tourisme. Le Centre a organisé une conférence consacrée au développement durable du tourisme axé sur l'entreprenariat privé. Il a également appuyé la publication de brochures touristiques sur les sites antiques de Merv et de Nisa, ainsi qu'une visite d'étude au Royaume-Uni organisée à l'intention de spécialistes turkmènes du tourisme.

Conférences sur l'économie mondiale. Le Centre a organisé des conférences sur l'économie mondiale dans deux universités d'Achkhabad. Ces conférences portaient sur la mondialisation, le développement durable et les relations économiques internationales.

Appui aux petites et moyennes entreprises. Le Centre a publié un recueil en six volumes des lois nationales sur les activités des entreprises et a soutenu des projets de formation destinés aux personnes désireuses de fonder une entreprise.

Le Centre a organisé un voyage d'étude en Lituanie à l'intention des enseignants d'une école de commerce privée fonctionnant sous l'égide de l'Union des entrepreneurs. Suite à ce voyage d'étude, une classe de simulation d'entreprise a été ouverte dans l'école.

Sensibilisation à l'environnement. Le Centre a fourni un appui à la mise en œuvre du *Plan d'action environnemental* du pays et, en coopération avec la municipalité de Khazar, a organisé un camp d'été sur l'écologie pour plus de trente écoliers issus de familles à faibles revenus. En outre, le Centre a appuyé la création de centres de ressources sur la protection de l'environnement pour la Société de conservation de la nature du Turkménistan à Achkhabad et à Mary.

Activités liées à la dimension humaine

Soutien de la réforme législative. Le Centre a continué de fournir des avis juridiques ainsi que des conseils sur les meilleures pratiques concernant la réforme législative du pays, en particulier pour la *Loi sur les migrations* et le *Code de procédure pénale*.

Démocratisation et société civile. Le Centre a financé la participation de représentants de la société civile à des séminaires à l'étranger, et appuyé les activités d'ONG de jeunesse, telles que la mise en place de centres de ressources fournissant un accès à l'information et dispensant des cours de langues et d'informatique, ainsi que l'organisation de camps d'été pour les jeunes consacrés à des questions comme l'éducation, la santé et la sécurité.

Répondre la bonne parole

L'Unité de l'information du Centre, qui fournit des renseignements sur l'OSCE, met à disposition des installations informatiques ainsi qu'une petite bibliothèque et accueille des réunions, des ateliers et des tables rondes sur des thèmes liés à l'OSCE, a reçu plus de 2 500 visites.

Promotion des droits de l'homme. Trois parlementaires turkmènes ont pris part à un voyage d'étude en France pour rencontrer des parlementaires et se familiariser avec le processus législatif français. Le voyage portait sur l'élaboration d'une législation conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

Le Centre, en coopération avec le Ministère turkmène des affaires étrangères, a organisé trois séminaires sur les lois internationales en matière de droits de l'homme. Ils ont porté sur les engagements de l'OSCE concernant la dimension humaine et sur les moyens de les mettre en œuvre de façon efficace au sein du système juridique national. Des juges et des magistrats, des représentants des services chargés de l'application des lois ainsi que des législateurs y ont participé.

Observation. Le Centre a dispensé plus de 1 200 consultations juridiques sur des questions allant de l'absence de garanties légales suffisantes et du non-respect du droit à la propriété aux restrictions à la liberté de mouvement, et a attiré l'attention des autorités turkmènes sur certaines affaires particulières.

Promotion de l'éducation

Le Centre a facilité la publication de manuels d'anglais ainsi qu'un guide trilingue turkmène, russe et anglais à l'intention des enseignants d'anglais, ainsi que des brochures sur la prévention du VIH/Sida élaborées par des volontaires du *Peace Corps* des États-Unis et des experts locaux. Le Centre a également appuyé des formations dans le domaine sanitaire et soutenu le programme de maîtrise de sciences politiques à l'Académie de l'OSCE à Bichkek, ainsi que d'autres programmes d'enseignement pour les étudiants.

Chef du Centre :

M. l'Ambassadeur Ibrahim Djikic

Budget unifié révisé : 1 211 600 €

www.osce.org/ashgabad

Centre de Bichkek

[Map page 66]

Bishkek = Bichkek

Centre in Bishkek = Centre de Bichkek

Osh = Och

- International borders = Frontières internationales
- Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 66]

Les questions relatives aux réformes constitutionnelles, juridiques et économiques ont dominé les débats et la situation politiques en République kirghize en 2006. Le Centre a soutenu ces réformes, en se concentrant principalement sur le renforcement de la stabilité politique et la réforme juridique, l'amélioration de la situation des droits de l'homme et l'assistance au développement des médias, la sécurité écologique, la bonne gouvernance et le développement de l'économie.

Le Centre a maintenu son engagement de longue durée en faveur de l'Académie de l'OSCE à Bichkek et de la réforme de la police. Il a renforcé ses activités de proximité et programmatiques dans les régions en intensifiant sa coopération avec les autorités locales et régionales ainsi qu'avec les institutions de la société civile par le biais d'un réseau régional de coordonnateurs de projets locaux.

Dimension politico-militaire

Programme relatif à la police. Le Centre, en partenariat avec les organismes gouvernementaux et judiciaires compétents et avec des représentants civils, a participé à l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel pour la réforme de fond de la police. Il a fourni une assistance pour sa planification, sa coordination et sa mise en œuvre. Le Centre a également étendu les activités de police de proximité aux régions en renforçant les capacités des services de police de proximité du Ministère de l'intérieur et des inspecteurs de proximité dans les zones pilotes. Il a aussi mené des activités de proximité, comme la journée portes ouvertes de la police. Le Centre a aidé à renforcer les compétences des unités antiémeutes à Bichkek et à Och en accordant une attention particulière à la nécessité de respecter les droits de l'homme tout en maintenant l'ordre public. Le Centre a en outre dispensé une formation et fourni du matériel pour renforcer l'efficacité opérationnelle des unités d'enquête de la police, mis à niveau le Centre pour l'intervention d'urgence à Och et mis en place des unités de maîtres-chiens.

Appui au développement des partis politiques. En coopération avec des partenaires internationaux et locaux, le Centre s'est employé à accroître le potentiel des partis politiques en dispensant une formation sur des questions telles que la démocratie et la gestion internes d'un parti, la création de sections régionales et les techniques modernes de campagne. Le

Centre a soutenu des initiatives visant à former de jeunes représentants de partis politiques et à stimuler la participation des femmes à la vie politique.

Appui au développement d'une politique en faveur des jeunes. Le Centre s'est intéressé à l'amélioration des mécanismes d'élaboration des politiques et des processus décisionnels dans le domaine de la jeunesse. Des discussions de groupe, des tables rondes et des manifestations nationales ont été organisées pour assurer un large débat sur des questions d'actualité et l'élaboration de politique en faveur de la jeunesse. Cela a débouché sur la publication d'un document d'orientation sur les problèmes liés à la participation des jeunes au développement du pays.

Résolution des tensions interethniques. Avec l'amplification des tensions dans le nord du pays au début de l'année, le Centre a œuvré en faveur d'une évolution pacifique de la situation dans les zones qui avaient connu des problèmes entre différents groupes ethniques. Une approche fondée sur *la consolidation de la paix et la mobilisation communautaire* a aidé à surmonter les conflits potentiels sous-jacents et à canaliser les énergies vers les besoins locaux communs. Le Centre a également favorisé une coexistence multiethnique harmonieuse en publiant des articles dans les médias et des magazines populaires.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Questions économiques. Le Centre s'est employé à faire connaître les activités des associations commerciales dans tout le pays afin de renforcer le lobbying du monde des affaires en faveur de la réforme gouvernementale et sa compréhension des questions fondamentales se répercutant sur le secteur privé. Le développement du secteur du tourisme est resté l'une des priorités du Centre étant donné son importance pour la création de revenus dans les zones rurales.

Questions environnementales. Les risques environnementaux sont une menace majeure pour le bien-être de la population du Kirghizistan. Le Centre a sensibilisé les donateurs à ces risques par le biais de tables rondes et de films documentaires ainsi qu'en fournissant un appui pour le renforcement des capacités des organismes publics pertinents.

Bonne gouvernance. Le Centre a travaillé avec l'Agence nationale nouvellement créée pour la prévention de la corruption. Il a recruté un expert international pour aider l'Agence à élaborer une stratégie et un plan d'action.

Soutien aux médias locaux. Le Centre et le Bureau extérieur d'Och ont facilité l'ouverture de centres des médias dans trois provinces afin d'élargir les possibilités des médias locaux et d'améliorer l'accès de la population rurale à l'information. Le Centre a appuyé la réforme de la télévision publique et a participé à l'organisation d'une formation à l'intention des journalistes locaux et des autorités locales portant respectivement sur la rédaction d'articles analytiques et les relations publiques. Il a également facilité des consultations juridiques et des médiations à l'intention des médias et des journalistes locaux. Un groupe de journalistes a suivi une formation sur les questions relatives aux migrations de main-d'œuvre.

Académie de l'OSCE

Pour sa quatrième année d'activité, l'Académie, qui se consacre aux questions de sécurité régionale, a diplômé 21 étudiants en maîtrise de sciences politiques (Asie centrale) pour sa

troisième promotion. La quatrième promotion compte 25 étudiants venus principalement d'Asie centrale. L'Académie a rallongé son cursus pour le faire passer à 14 mois, en mettant davantage l'accent sur les travaux de recherche et les stages pratiques.

Au mois de juillet, l'Académie a terminé un projet régional de recherche sur les *Aspects juridiques de la gestion des frontières en Asie centrale*, dont les résultats ont été publiés sous la forme d'un livre.

Activités liées à la dimension humaine

Réforme constitutionnelle et juridique. Le Centre a soutenu la réforme constitutionnelle et a encouragé la transparence, la cohérence et l'exhaustivité du processus. Il a assisté le BIDDH et la Commission de Venise du Conseil de l'Europe dans la formulation de suggestions concernant le projet de nouvelle Constitution, facilité les débats des parties prenantes sur les amendements et s'est impliqué dans la sensibilisation du public au processus constitutionnel. Le Centre a également appuyé la réforme du système électoral et le renforcement de capacités des observateurs électoraux nationaux.

Mise en œuvre des normes internationales concernant les droits de l'homme. Le Centre a continué de prêter son concours au Centre de formation des magistrats, a formé de jeunes juristes au *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* et a facilité l'accès de la population indigente à l'aide juridique gratuite. Le Centre a lancé des activités visant à promouvoir les droits de l'homme dans les installations de détention temporaire ainsi qu'au centre d'adaptation et de réinsertion pour mineurs de Bichkek.

Promotion de l'égalité entre les sexes et lutte contre la traite des êtres humains. Une analyse des budgets locaux en fonction de la problématique hommes/femmes, qui a été effectuée avec le concours du Centre, a permis de renforcer les capacités des parlementaires locaux en matière de planification, de gestion et de suivi des budgets. Le Centre a fait des suggestions concernant un projet de nouveau programme national de lutte contre la traite et a facilité l'examen de ce document par les autorités, les ONG locales et les experts internationaux.

Bureau extérieur d'Och

En 2006, le Bureau extérieur d'Och a axé ses activités sur la mise en œuvre et la consolidation des réformes politiques et économiques entreprises au niveau local et s'est attaqué, conjointement avec les autorités locales et la société civile, aux causes originelles des tensions recensées au niveau local.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Le Bureau a travaillé avec les communautés concernées et les autorités locales pour mettre un terme aux tensions à la frontière et dans les zones frontalières. Il a identifié des sources existantes et émergentes de conflits potentiels et engagé un processus pour réduire les tensions par le biais de la médiation et de la négociation. Le Bureau s'est également penché sur les relations interethniques par le biais d'initiatives ciblant les jeunes ainsi que les journalistes qui s'occupent de questions ethniques. Enfin, le Bureau a suscité le dialogue entre les représentations des partis politiques et le grand public au niveau local et a organisé des formations pour les sections préexistante et nouvelles de partis politiques.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Le Bureau extérieur a travaillé en étroite coopération avec les autorités locales et les acteurs du monde des affaires pour promouvoir le développement économique dans les régions, améliorer à la fois la législation et le climat des affaires et attirer les investissements. Le Bureau a également mené des activités de protection de l'environnement dans le sud du pays par le biais de programmes de renforcement des capacités, d'éducation et de sensibilisation.

Le Bureau a collaboré avec les autorités locales pour améliorer le climat des investissements privés. Il a concentré ses travaux sur l'amélioration des relations entre le gouvernement et le monde des affaires, sur le développement de compétences en analyse des investissements et sur la collecte et la diffusion systématiques d'informations concernant le crédit, l'investissement et les sociétés.

Activités liées à la dimension humaine

Le Bureau a concentré son attention sur le renforcement de la confiance entre les organismes chargés de l'application de la loi et la population ainsi que sur l'amélioration des conditions de détention et de traitement des détenus. Il a également contribué à améliorer l'accès à la justice des populations rurales grâce à une aide juridique gratuite. Le Bureau a continué de travailler à la lutte contre la traite des êtres humains et a soutenu des initiatives en faveur de l'égalité entre les sexes et de la prévention de la violence domestique, en particulier dans les zones rurales.

Chef du Centre :

M. l'Ambassadeur Markus Mueller

Budget unifié révisé : 3 153 200 €

www.osce.org/bishkek

Centre de Douchanbé

[Map page 68]

Centre in Dushanbe = Centre de Douchanbé

Dushanbe = Douchanbé

Garm = Garm

Khujand= Khoudjand

Kulyab = Kouliab

Kurgan-Teppa = Kourgan-Tioubé

Shartuz = Shartuz

- International borders = Frontières internationales
- Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 68]

Le Centre a renforcé ses activités politico-militaires avec le lancement de la deuxième phase de son programme sur les armes légères et de petit calibre et sur les munitions conventionnelles. Il a également continué d'apporter son assistance aux activités de déminage. Il a mis en place un certain nombre de centres de ressources pour les besoins de différents groupes économiques et a abordé la question des déchets radioactifs dans le nord. Le Centre s'est également consacré à la sensibilisation aux droits de l'homme chez les jeunes ainsi qu'à des questions relatives aux médias et à l'égalité entre les sexes.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Armes légères et de petit calibre et munitions conventionnelles. Le Centre a mené à bien la première partie de son programme de destruction d'armes de petit calibre et de munitions conventionnelles. Il a retenu un nouveau site de destruction à Lohur, au sud de Douchanbé, et 34 tonnes de munitions ont été détruites au cours d'une formation visant à renforcer les capacités en matière de destruction d'explosifs et de munitions. À Douchanbé, le Centre a créé une installation de destruction d'armes de petit calibre où 26 000 armes ont été détruites. Il a rénové sept sites de stockages destinés aux armes légères et de petit calibre et aux munitions conventionnelles.

Déminage. Avec l'appui du Centre, la *Fondation suisse de déminage* a déminé 307 356 mètres carrés de terres. Des équipes de déminage ont détruit 1 100 mines antipersonnel et 657 obus non explosés.

Le Centre a apporté son concours au Ministère de la défense dans la mise en œuvre de ses engagements relatifs à l'observation et à l'échange de données tels qu'ils figurent dans le *Document de Vienne 1999* de l'OSCE. Des inspecteurs tadjiks, appuyés par le Centre et formés par la Fédération de Russie et l'Allemagne, ont mené en France leurs premières inspections au titre des quotas actifs en vertu du *Document de Vienne*. Le centre de vérification du Ministère tadjik de la défense a été connecté au réseau mondial de l'OSCE pour l'échange d'informations.

Dialogue politique et élections. Le Centre a facilité le dialogue entre le gouvernement et les organisations religieuses, en assurant un climat de confiance mutuelle. Dans le cadre du projet du Centre intitulé *Loi et religion*, une formation conjointe a été dispensée, et la formation juridique et politique des autorités locales, du clergé musulman et des partis politiques a été renforcée.

Le Centre a coorganisé dix réunions du Club du partenariat social afin de stimuler un dialogue constructif entre le gouvernement, les partis politiques et les organisations publiques sur des questions d'importance nationale. Le Club du partenariat social est un élément clé du Conseil public, créé dans le cadre de l'accord de paix de 1997, qui rassemble tous les partis politiques, les minorités nationales et la société civile et fonctionne comme un organisme représentatif, consultatif et de coordination.

Bien que certaines imperfections aient été signalées par la mission d'observation des élections du BIDDH, l'OSCE a prêté son concours aux *Séminaires de formation aux normes électorales*, qui ont résulté en un certain nombre d'améliorations concrètes au cours des élections présidentielles du 6 novembre.

Le Centre a appuyé *l'éducation civique pour les jeunes au Tadjikistan* et des *camps d'été pour l'éducation civique*, qui ont sensibilisé les jeunes à des questions telles que les droits de l'homme et la démocratie. À la suite des camps, plusieurs groupes de jeunes ont été formés pour qu'ils diffusent les connaissances acquises.

Lutte contre l'extrémisme violent. Des experts tadjiks ont participé à des ateliers internationaux consacrés à la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues et à l'amélioration de la sécurité des documents de voyage. Le Centre a soutenu un projet relatif à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, qui a sensibilisé la population au *modus operandi* des groupes extrémistes.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Droits des travailleurs migrants – soutien à la réforme agraire et aux petites entreprises. Dans le cadre du programme de réduction de la pauvreté établi par le gouvernement, le Centre a appuyé la création de trois réseaux informatifs de centre de ressources pour les travailleurs migrants, les agriculteurs et les entrepreneurs. Ces centres fournissent des renseignements, des formations et une assistance pratique sur des sujets tels que les nouvelles technologies agricoles et la rédaction de documents commerciaux. Les travailleurs migrants potentiels peuvent être conseillés individuellement.

Renforcement des capacités sur les questions environnementales. Le Centre Aarhus créé par l'OSCE à Douchanbé a fourni une assistance technique au Comité d'État à l'environnement et aux ressources forestières pour finaliser la nouvelle *Loi sur la protection de la nature* et cinq arrêtés.

Au titre du projet *Survivre grâce à l'action*, le Centre a participé à la formation de la population de Tabochar à l'utilisation économique des maigres ressources en eau potable pour éviter d'avoir recours aux eaux de surfaces contaminées par des radionucléides.

Prévention de l'érosion. Le Centre a mené à Khatlon une campagne de sensibilisation axée sur la réduction des terres causée par l'érosion. Il a également planté quelque 30 000 peupliers et épicéas dans des zones vulnérables à l'érosion afin de réduire les pressions de la population sur l'environnement local et prévenir la dégradation des terres.

Sensibilisation. Le Centre a appuyé des « patrouilles vertes » qui sensibilisent la jeunesse à des questions environnementales. Il a donné la possibilité aux 70 élèves et étudiants les plus actifs de participer au *Camp d'été national de la jeunesse pour l'écologie* et au *Forum écologique international de la jeunesse*.

Activités liées à la dimension humaine

Droits de l'homme. Le Centre a organisé un camp d'été qui a familiarisé 20 étudiants universitaires du pays aux aspects théoriques et pratiques de la protection des droits de l'homme. En coopération avec le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan, le Centre a soutenu les efforts faits, par le Tadjikistan pour devenir un État participant de premier plan en incorporant la question des droits de l'homme aux programmes des écoles secondaires. Le Centre a également travaillé avec l'ONG tadjike *Human Right Centre* à l'observation de plus de 100 procès.

Réforme judiciaire et juridique. En coopération avec d'autres organisations locales et internationales, le Centre a organisé 11 conférences et tables rondes sur divers thèmes, tels que les conditions d'emprisonnement, l'institution d'un médiateur en matière de droits de l'homme, l'indépendance de l'appareil judiciaire et l'examen et l'analyse de projets de loi sur la liberté de conscience et de religion, les ONG et les associations publiques.

Développement des médias. Le Centre a soutenu la presse écrite dans les zones les plus peuplées et les plus pauvres de la région de Khatlon. À Kurghontepa, l'OSCE a financé le journal indépendant *Bomdod*, qui est devenu un forum pour le dialogue politique. Le Centre a également continué de soutenir le seul périodique indépendant en langue ouzbèke du Tadjikistan, *Nafosat*. Il a fourni une assistance technique pour l'impression de deux nouveaux journaux, *Sobytiya* et *3+1 Kishovarz*.

Les deux centres d'information créés avec l'aide de l'OSCE en 2004 à Douchanbé et dans la vallée de Rasht ont reçu la visite de 400 personnes par mois. Les centres d'information forment des journalistes et des étudiants en journalisme, fournissent un accès à Internet et à d'autres sources d'information ainsi qu'un appui technique à la recherche et à la rédaction d'informations.

Un portail Internet consacré aux élections et lancé par l'OSCE a fourni un meilleur accès aux informations de base concernant l'élection présidentielle au Tadjikistan sur le site web de l'Agence d'information indépendante Asia Plus (www.asiaplus.tj).

Sensibilisation à l'égalité entre les sexes. Le Centre a travaillé avec l'Institut de formation des employés de l'État tadjik et l'Institut de mise à niveau des qualifications des enseignants du second degré pour incorporer les questions d'égalité entre les sexes aux programmes scolaires.

Le Centre a également dispensé des formations sur les questions d'égalité entre les sexes à un total de 100 employés du gouvernement et 80 enseignants.

Mécanismes de garantie des droits. Le Centre a appuyé un forum pour les représentants des organismes gouvernementaux, d'ONG de femmes et de la communauté internationale qui a permis aux parties de mieux définir leurs responsabilités effectives dans la mise en œuvre du plan d'action national pour l'égalité entre les sexes.

Centre de ressources pour les femmes. Les neuf centres de ressources pour les femmes appuyés par l'OSCE ont continué de fournir un appui psychologique et juridique en plus de jouer un rôle préventif grâce à l'organisation de manifestations telles que des séminaires sur la sensibilisation à l'égalité entre les sexes et les droits des femmes, ainsi que des cours pour l'autonomisation économique des femmes. Le Centre a contribué au renforcement des capacités des responsables du Centre de ressources pour les femmes.

Lutte contre la traite. Le Centre s'est concentré sur le renforcement des capacités et la coopération régionale de la Commission interdépartementale tadjike pour la lutte contre la traite des êtres humains et des ONG locales en soutenant leur participation à des conférences internationales et régionales.

Chef du Centre par intérim :

Klaus Rasmussen

Budget unifié révisé : 3 936 700 €

www.osce.org/tajikistan/

Coordonnateur des projets en Ouzbékistan

[Map page 71]

Project Co-ordinator Office in Uzbekistan = Bureau du Coordonnateur des projets en Ouzbékistan

Tashkent = Tachkent

– International borders = Frontières internationales

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 71]

Le 30 juin, les États participants de l'OSCE ont institué une nouvelle forme de coopération avec la République d'Ouzbékistan. Le Centre de Tachkent est devenu le Coordonnateur des projets en Ouzbékistan.

Le Coordonnateur des projets en Ouzbékistan a été chargé d'apporter son concours au Gouvernement ouzbek dans ses efforts visant à assurer la sécurité et la stabilité, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent, le trafic illicite de drogues et d'autres menaces et défis transnationaux ; d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement en ce qui concerne la poursuite du développement économique et la protection de l'environnement ; et d'apporter son concours au Gouvernement dans la mise en œuvre des principes de l'OSCE et des engagements pris dans le cadre de l'Organisation, notamment ceux ayant trait au développement de la société civile.

L'opération de terrain a poursuivi les travaux menés par l'OSCE pour assister les autorités dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues. Elle a intensifié ses efforts dans le domaine économique et environnemental, en mettant particulièrement l'accent sur la promotion de l'esprit d'entreprise et de la bonne gouvernance dans les communautés au niveau local. L'OSCE a également encouragé l'égalité entre les sexes et œuvré dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Renforcement des capacités. Le Coordonnateur des projets a facilité la participation de dirigeants ouzbeks à plusieurs ateliers organisés sous les auspices de l'OSCE et consacrés à des questions telles que la lutte contre le terrorisme, la sécurité des documents de voyage et la répression du trafic illicite de drogues. À la suite de ces voyages, les autorités ouzbèkes ont présenté leurs recommandations pour de futures activités communes avec l'opération de terrain.

Cybercafé pour journalistes. L'opération de terrain a fourni un accès gratuit à Internet aux représentants des médias au cours de la première partie de l'année. Les journalistes, les professionnels des médias et des étudiants en journalisme ont utilisé les ressources du

cybercafé et les cours de formation dispensés pour améliorer leurs compétences en matière d'informatique et d'Internet.

Centre de consultation juridique pour journalistes. L'opération de terrain a organisé des consultations et un soutien juridiques à l'intention des journalistes et des représentants des médias au cours de l'année. Les juristes du Centre juridique, soutenu par l'OSCE, ont informé les journalistes et les représentants des médias sur la législation en matière de médias, ont conseillé les journalistes sur la conformité de leurs articles avec la législation nationale avant leur publication et assuré leur défense et leur représentation devant des tribunaux.

Avec l'Office de coopération EuropAid, l'opération de terrain a mis en place un Centre de formation et d'information pour les députés de la Chambre basse du Parlement et a fourni du matériel, une assistance pour son fonctionnement quotidien et des recommandations pour élaborer un centre approprié. En outre, l'Opération de terrain et EuropAid ont publié un livre sur *La Chambre législative du Parlement d'Ouzbékistan* et organisé un voyage d'étude à l'intention de parlementaires dans des pays de l'Union européenne et en Russie.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Gestion des migrations de main-d'œuvre. En janvier, l'opération de terrain a facilité la participation d'une délégation à un atelier sur *la gestion des migrations de main-d'œuvre en Asie centrale*, qui s'est déroulé à Almaty. La délégation comprenait des représentants du Ministère de l'intérieur, du Centre pour une politique économique efficace (qui relève du Ministère de l'économie), du Ministère du travail et de la protection sociale de la population, ainsi que du Centre pour la recherche sociale et en marketing.

Promotion de la création d'entreprises. L'opération de terrain a organisé des cours de formation sur les bases de la création d'entreprises à l'intention de la jeunesse, en collaboration avec le mouvement social des jeunes nationaux, et a offert, en coopération avec le Comité des femmes ouzbèkes, une série de cours de formation commerciale pour les femmes. Au titre d'un projet sur *la promotion du développement de l'arbitrage et du soutien aux agriculteurs en Ouzbékistan*, l'Association des agriculteurs ouzbeks et l'ONG *Centre de recherche sur les problèmes juridiques* ont mis en place des cours pour former des juristes locaux au développement de l'arbitrage et aux droits des agriculteurs. Sur la base des commentaires des participants, l'OSCE a élaboré des recommandations pour les aider à faire face aux obstacles qu'ils rencontraient dans la gestion de leur entreprise.

Lutte contre le trafic de drogues. L'opération de terrain de l'OSCE a financé la publication de 1 000 exemplaires d'un *bulletin d'information rendant compte de la situation en matière de drogues en Asie centrale en 2005* et élaboré par le Centre national d'information et d'analyse du contrôle des drogues, sous les auspices du cabinet des ministres de l'Ouzbékistan. Ce bulletin se fonde sur des informations provenant des centres nationaux pour le contrôle des drogues des pays voisins.

Questions de sécurité en matière de transports régionaux. Le Coordonnateur des projets a appuyé la participation d'une délégation ouzbèke au *Forum économique* de l'OSCE qui était consacré à la question des transports. Dans le prolongement de cette participation, le Bureau a publié un guide contenant les règlements en matière de transport routier international ainsi que les conseils pratiques à l'intention des routiers internationaux basés localement.

Promotion de la bonne gouvernance au niveau local. Au cours du premier semestre, quelque 150 représentants de communautés autonomes, ou mahallas, de la vallée de Ferghana ont participé à une formation pilote consacrée aux bases de la budgétisation, de la comptabilité et de l'information financière lancée par la Fondation républicaine des mahallas. Cette formation, organisée par le Coordonnateur des projets, a donné aux participants les outils nécessaires pour gérer efficacement les communautés et les a sensibilisés aux droits, aux moyens d'action et aux responsabilités des représentants.

Sensibilisation à l'environnement. L'OSCE a appuyé un groupe de travail qui rédige un programme pour les écoles secondaires sur la sensibilisation à l'environnement portant sur des questions relatives à la conservation de l'eau.

Activités liées à la dimension humaine

Autonomisation des femmes. L'opération de terrain, en collaboration avec des organisations gouvernementales, non gouvernementales et internationales, a complété le cours sur *l'amélioration du mécanisme national pour la parité et le développement* par une série de formations régionales renforçant la capacité des participants à promouvoir les questions d'égalité entre les sexes. Le Bureau a également apporté son soutien à deux documentaires tournés pour la télévision et brossant le portrait de dirigeantes ouzbèkes, à organisé deux tables rondes dans les régions sur la *Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)* et a appuyé la publication de 100 exemplaires du Guide consacré aux *rapports nationaux et de suivi sur la mise en œuvre de la CEDAW en Ouzbékistan*.

Prévention de la traite des êtres humains. De février à juillet, l'opération de terrain a consacré ses activités à la prévention de la traite des êtres humains avec deux campagnes de sensibilisation menées en étroite coopération avec les autorités régionales chargées de l'application de la loi. L'opération de terrain a traduit en ouzbek le *Guide du BIDDH sur les mécanismes nationaux d'orientation*.

Renforcement de capacités de l'institution du médiateur. En février, l'opération de terrain a appuyé l'institution du médiateur en organisant des séminaires sur ses travaux ainsi que des ateliers à ce sujet dans les régions. L'OSCE a financé la publication de 1 000 exemplaires du Guide intitulé *Ombudsmen of the World*, qui détaille les expériences d'un certain nombre de pays en matière de développement de l'institution du médiateur. En coopération avec le médiateur ouzbek, l'opération de terrain a organisé une conférence sur le *renforcement de la coopération entre le médiateur et la Chambre législative du Parlement national*, avec la participation d'experts internationaux.

Appui à l'éducation juridique. L'opération de terrain a apporté son concours à l'élaboration, à la publication et à la diffusion du manuel intitulé *Legal Remedies at Civil Court*.

Réforme des prisons. L'opération de terrain a fourni 1 100 livres en russe et en ouzbek ainsi qu'un accès gratuit à Internet aux enseignants et aux personnes suivant une formation dispensée par l'Unité de documentation du Centre de formation pénitentiaire, qui a été créé en 2005 par l'opération de terrain en coopération avec le Ministère de l'intérieur. Environ 400 employés des différents établissements pénitentiaires ont bénéficié de ces possibilités.

Coordonnateur de projets :

M. l'Ambassadeur Miroslav Jenca
Budget unifié révisé : 1 015 300 €

www.osce.org/tashkent